

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 3 FÉVRIER 2025**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
12	0	4
OBJET DE LA DECISION N° 25/54 ANNULE ET REMPLACE DECISION N° 23/485 DU BUREAU DU 16 OCTOBRE 2023 - ATTRIBUTION D'UNE AIDE ECONOMIQUE D'UN MONTANT DE 30 000 € A LA SOCIETE DE PRODUCTION TO BE CONTINUED - FONDS DE SOUTIEN A LA PRODUCTION - ANNEE 2023		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

M. Thierry ALBERTINI, M. Robert CAVANNA, M. Arnaud LATIL, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/54

BUREAU DU 3 FÉVRIER 2025

**O B J E T : ANNULE ET REMPLACE DECISION N° 23/485 DU
BUREAU DU 16 OCTOBRE 2023 - ATTRIBUTION D'UNE
AIDE ECONOMIQUE D'UN MONTANT DE 30 000 € A LA
SOCIETE DE PRODUCTION TO BE CONTINUED -
FONDS DE SOUTIEN A LA PRODUCTION - ANNEE 2023**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la délibération n° 21/12/415 du 16 décembre 2021 portant création d'un fonds de soutien à la production cinématographique, audiovisuelle et nouveaux médias et adoption du cadre d'intervention fixant les modalités d'attribution des aides,

VU la convention d'application du SRDEII 2022-2028 avec la Région Sud PACA fixant les conditions d'intervention complémentaire dans le cadre de l'octroi des aides économiques du 16 décembre 2022,

VU la décision n°23/485 du Bureau Métropolitain en date du 16 octobre 2023 portant attribution d'une aide économique d'un montant de 30 000 euros à la société de production THE CUP OF TEA - Fonds de soutien à la production - Année 2023,

VU la convention d'aide à la production d'une œuvre cinématographique de longue durée « Les matins merveilleux », ci-annexée,

VU le jugement du tribunal de commerce de Paris en date du 15 mai 2024 prononçant la liquidation judiciaire de la société de production THE CUP OF TEA,

VU le deal memo de coproduction ci-annexé définissant les conditions de collaboration entre les sociétés THE CUP OF TEA et TO BE CONTINUED dans la production de l'œuvre,

VU la demande de report de la date de début de tournage communiquée par la société TO BE CONTINUED,

CONSIDERANT la demande de la société de production TO BE CONTINUED de bénéficier de la subvention précédemment attribuée à la société de production THE CUP OF TEA,

CONSIDERANT que la société TO BE CONTINUED est désormais le producteur délégué de l'œuvre,

CONSIDERANT que cette modification du calendrier de réalisation de l'œuvre entraîne de fait une modification de la date butoir de transmission des pièces justificatives,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ANNULER ET REMPLACER la décision N°23/485 du Bureau Métropolitain du 16 octobre 2023.

ARTICLE 2

D'ATTRIBUER une aide financière d'un montant de 30 000 euros (trente mille euros) à TO BE CONTINUED pour la production du long métrage « Les matins merveilleux », au titre de l'appel à projets en 2023.

ARTICLE 3

D'APPROUVER les termes de la convention ci-annexée et **D'AUTORISER** Monsieur le Président à la signer.

ARTICLE 4

DE DIRE que les crédits sont inscrits au Budget Principal 2025 de la Métropole, sur l'opération budgétaire n° 16123 « Fonds de soutien aux sociétés de production audiovisuelles et cinématographiques », fonction 633, article 20421.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 3 février 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	12
CONTRE	0
ABSTENTION	0



**CONVENTION D'AIDE A LA PRODUCTION
LONG METRAGE
« LES MATINS MERVEILLEUX »**

ENTRE

La **Métropole « Toulon Provence Méditerranée »**, dont le siège est situé 107 boulevard Henri Fabre à Toulon, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN autorisé en application de la décision n° du bureau métropolitain du 20 janvier 2025,

ci-après dénommé « **la Métropole TPM** »

d'une part,

ET

La structure de production **To Be Continued**, dont le siège social est situé 65 boulevard de Sébastopol 75001 Paris, dont le N° de SIRET est 44945495800058 et le code APE est 5911C représentée par Lionel GUEDJ son représentant, dûment habilité à cet effet,

ci-après dénommé « **le Bénéficiaire** »

d'autre part.

Préambule

Conformément aux axes définis dans son projet métropolitain adopté le 30 septembre 2021, la Métropole Toulon Provence Méditerranée souhaite développer et structurer la filière « cinéma et audiovisuel » sur son territoire. En effet, l'accueil des tournages participe à son dynamisme, favorise son attractivité et génère des retombées économiques directes et indirectes.

La Métropole dispose d'un bureau métropolitain des tournages qui a pour mission de développer une offre de services attractive et de promouvoir le territoire en sensibilisant les producteurs et réalisateurs à la richesse et la diversité de ses décors.

La Métropole souhaite poursuivre le développement cette filière en développant un fonds de soutien aux sociétés de production cinématographique et audiovisuelle ayant choisi le territoire métropolitain comme lieu de tournage.

Ce soutien permet de conforter la filière sur le territoire en favorisant l'embauche d'une main-d'œuvre locale, de développer l'attractivité de la Métropole par une visibilité accrue et de favoriser le tourisme et des retombées économiques directes et indirectes.

Ces aides ainsi accordées par la Métropole constituent des aides économiques au sens des dispositions de l'article L.1511-2 du CGCT et s'inscrivent dans le cadre du règlement (UE) n° 2023/2831 de la Commission européenne du 13 décembre 2023.

L'intervention de la Métropole Toulon Provence Méditerranée est conditionnée à l'intervention préalable de la Région Sud-Paca, qui est la collectivité chef de file en la matière et s'appuie sur la convention d'application du SRDEII entre la Région et la Métropole fixant les conditions de leur intervention complémentaire de coopération dans le cadre des aides économiques. Cette possibilité de cumul est prévue par le Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014.

Article 1 – Objet de la convention et montant de l'aide

Dans le cadre du fonds d'aide à la production cinématographique, audiovisuelle et nouveaux médias, la Métropole TPM attribue, en complément de l'aide régionale, une aide financière d'un montant de 30 000€ au Bénéficiaire pour le projet suivant :

- Type d'œuvre : long métrage
- Titre provisoire : Les matins merveilleux
- Autrices : Avril BESSON, Zoé BRUNEAU, Fanny SIDNEY, Marie AMACHOUKELI
- Réalisatrice : Avril BESSON
- Date de début de tournage sur le territoire métropolitain : mars 2025
- Principaux lieux de tournage sur le territoire métropolitain : Toulon
- Date prévisionnelle de sortie de l'œuvre : non défini

Article 2 – Modalités de versement de l'aide

L'aide financière est liquidée de la manière suivante :

- 50 % au premier jour de tournage attestée par la feuille de service ou l'attestation de début de tournage,
- Le solde après transmission d'un état récapitulatif certifié des dépenses du film, accompagné des pièces justificatives, permettant de justifier qu'au moins 150% de l'aide économique (soit 45 000 € HT), ont été dépensés sur le territoire métropolitain.
- Les dépenses éligibles relatives à cet état récapitulatif sont définies par la nomenclature ci-jointe (annexe 1).
- Dans tous les cas l'aide économique accordée ne pourra pas dépasser 80 % du budget global de la production,

En cas de coproduction, les comptes pourront être remis par le coproducteur (ou partagés entre les coproducteurs) sous réserve d'avoir fourni le contrat de coproduction. Il est à noter que les aides à la production sont des aides à l'investissement qui doivent être prises en compte en tant que telles dans la comptabilité de la structure.

Article 3 – Présentation des pièces justificatives

Toutes les pièces justificatives doivent être signées par la personne dûment habilitée à engager l'organisme et préciser le nom et la qualité du signataire.

Article 4 – Délai de validité de l'aide

Le bénéficiaire dispose d'un délai de 5 ans à compter de la date de vote de l'aide pour transmettre les pièces justificatives, soit jusqu'au 20 janvier 2030, le cachet de la poste ou le récépissé de dépôt délivré par les services métropolitains faisant foi.

Si le Bénéficiaire constate un retard dans la réalisation du projet, il peut demander une prorogation du délai de validité de l'aide accordée. Pour cela, il doit adresser à la Métropole TPM, par écrit et en recommandé avec accusé de réception, une demande argumentée au moins 4 mois avant l'expiration du délai de validité de l'aide. Pour être considérée comme acceptée par la Métropole TPM, la demande de prorogation doit faire l'objet d'un vote de l'Assemblée délibérante, avant l'expiration du délai de validité initialement prévu par la présente convention.

Article 5 – Conditions d'utilisation de l'aide

Le Bénéficiaire de l'aide économique s'engage :

- À utiliser les sommes attribuées par la Métropole TPM conformément à l'objet de la présente convention,
- À faire figurer au générique du film la mention avec « le soutien de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ».
- À informer la Métropole TPM des étapes importantes de la préparation, de la production, de la réalisation, de la postproduction, de l'exploitation, de la diffusion de l'œuvre ainsi que les sélections aux festivals, et les prix et récompenses décernés,
- À associer la Métropole TPM, le cas échéant, à l'organisation d'une avant-première sur le territoire métropolitain,
- À autoriser les agents de la Métropole à assister au tournage dans le respect du plan de travail de l'équipe,
- À remettre à la Métropole TPM le matériel de communication lié au film : des affiches (format papier et numérique en HD), des photos de tournage et des photos du film (format numérique HD), la bande annonce et des extraits du film (format numérique HD),
- À libérer les droits non commerciaux d'exploitation/diffusion de l'œuvre de toute opération coordonnée par la Métropole TPM,
- À s'assurer auprès du distributeur de l'application de cette obligation et à obtenir du distributeur un engagement écrit dans ce sens,

Le Bénéficiaire s'engage également à informer la Métropole TPM par écrit, dans les meilleurs délais, de toute modification :

- Administrative le concernant (changement de dénomination sociale, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse, changement de dirigeant, ...),

- Matérielle, financière ou technique du projet soutenu (date de réalisation, budget prévisionnel, ...).

Toute modification de l'objet de l'aide accordée doit être formellement acceptée par la Métropole TPM et doit faire l'objet d'un avenant à la présente convention.

Cette aide s'inscrit dans le cadre des dispositions du règlement (UE) n° 2023/2831 de la Commission européenne du 13 décembre 2023 relatif aux aides de minimis. Le Bénéficiaire déclare sur l'honneur les aides perçues ou à percevoir au titre de ce règlement au moyen de la déclaration ci-jointe (annexe 2). Cette déclaration vise à la vérification du non-dépassement du seuil applicable aux aides relevant du règlement de Minimis.

Conformément à l'article 1611-4 du CGCT, il est interdit au bénéficiaire d'une subvention d'en employer tout ou partie en subventions à d'autres associations, œuvres ou entreprises, sauf lorsque cela est expressément prévu dans la convention d'attribution conclue entre la Métropole TPM et le Bénéficiaire.

Article 6 – Responsabilité de la Métropole TPM

L'aide financière apportée par la Métropole TPM à cette opération ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre, que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable aux tiers ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

Article 7 – Modalités de contrôle

Le Bénéficiaire de l'aide économique peut être soumis au contrôle des agents de la collectivité qui l'a accordée.

A cet effet, la Métropole TPM peut se faire communiquer sur simple demande tout acte, contrat, facture ou document attestant de la bonne exécution de l'opération et faire procéder par ses agents à toute vérification sur pièce sur place.

Le Bénéficiaire est tenu de fournir à la Métropole TPM une copie certifiée de ses budgets et de ses comptes des deux derniers exercices écoulés, ainsi que tous les documents faisant connaître les résultats de son activité.

Les comptes sont certifiés par le commissaire aux comptes pour les personnes morales de droit privé qui en sont dotés, par la personne dûment habilitée.

Lorsque la subvention métropolitaine est affectée à une dépense déterminée, le Bénéficiaire doit produire à la Métropole TPM un compte-rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention.

Ce compte-rendu financier, daté et signé par le représentant légal de la structure, doit être transmis à la Métropole TPM dans les six mois qui suivent la fin du projet, dans le respect du délai de validité de l'aide conformément à l'article 4 de la présente convention.

Le compte-rendu financier est réglementairement constitué d'un tableau des dépenses et des recettes affectées à la réalisation du projet subventionné. Il fait apparaître les écarts éventuels exprimés en euros et en pourcentage constatés entre le budget prévisionnel du projet et les réalisations.

Le compte-rendu financier est accompagné de 2 annexes :

- La première annexe comprend un commentaire sur les écarts constatés entre le budget prévisionnel et la réalisation du projet,
- La seconde annexe comprend une information qualitative décrivant, notamment, la nature des actions entreprises et les résultats obtenus par rapport aux objectifs initiaux du projet.

Article 8 – Non-respect par le Bénéficiaire des dispositions de la convention ou du règlement financier

En cas de non-respect :

- Du délai de validité prévu par la présente convention,
- De l'une des dispositions du règlement financier de la Métropole ou si le contrôle des pièces transmises par le Bénéficiaire ou les contrôles sur place effectués par la Métropole TPM la conduisent à constater la non-exécution totale ou partielle de l'opération financée,

le Bénéficiaire :

- Ne peut prétendre à un quelconque versement au titre de l'aide économique concernée,
- Doit rembourser les sommes indûment perçues.

Article 9 - Obligations du bénéficiaire à la protection des données à caractère personnel

Le bénéficiaire s'engage à respecter la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, à savoir notamment le règlement (UE) N°2016-679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et la loi N°78-17 du 6 janvier 1978, modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En cas de transfert par le bénéficiaire à la Métropole TPM de données à caractère personnel, celui-ci s'engage :

- À informer préalablement les personnes concernées dudit transfert et de sa finalité,
- À obtenir leur consentement express,

- À transmettre à la Métropole TPM les coordonnées du responsable du traitement des données, et celles de son délégué à la protection des données s'il en a un.

Article 10 – Date d'effet et résiliation de la convention

La présente convention est exécutoire à sa notification par la Métropole TPM au Bénéficiaire de l'aide.

La convention prend fin par le versement du solde de l'aide économique au Bénéficiaire, par la résiliation de la convention à l'initiative du Bénéficiaire renonçant à l'aide ou par la résiliation unilatérale de plein droit par la Métropole TPM en cas de dissolution de la structure ou lorsque les engagements visés par la présente convention ne seraient pas respectés par le Bénéficiaire.

Dans ce dernier cas, cette résiliation prend effet à sa notification par lettre recommandée avec accusé de réception au Bénéficiaire.

Article 11 – Tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les la Métropole TPM et le Bénéficiaire de l'aide économique, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

Fait en deux (2) exemplaires originaux, à Toulon,

Le

**Pour la société de
production**

**Pour la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Le Président,**

**Le Président,
Jean-Pierre GIRAN**



Pour être éligibles, les dépenses doivent

- **Être effectuées sur le territoire métropolitain, comptant les 12 communes suivantes :**
 - Carqueiranne
 - La Crau
 - La garde
 - Hyères et les Iles d'Or (Porquerolles, Port-Cros et Ile du Levant)
 - Ollioules
 - Le Pradet
 - Le Revest-les-Eaux
 - Saint-Mandrier-sur-Mer
 - La Seyne-sur-Mer
 - Six-Fours-les-Plages et l'Ile des Embiez
 - Toulon
 - La Valette-du-Var
- **Être directement liées à la production du film aidé,**
- **Être acquittées par le bénéficiaire de la subvention ou par le coproducteur sous réserve qu'il ait fourni le contrat de coproduction afférent.**

Il s'agit des :

1 – Droits artistiques :

Droits d'archives audiovisuelles, photographiques et sonores, droits d'auteurs, etc.

2 – Frais de personnel :

Salaires et charges liées aux comédiens, techniciens, figurants, auteurs, réalisateurs, conseillers techniques, conseillers artistiques, traducteurs, musiciens, agents, membre de l'équipe de production, etc.

3 – Décors et costumes :

Location, construction et éclairage des décors ; location, achat d'accessoires de décor ; location de studios, auditorium ; location ou achat de costumes, postiches, maquillage, etc.

4 – Frais de régie :

Location de bureaux, de véhicules, téléphone, frais de documents, dépenses de restauration, d'hébergement, de déplacements, lorsqu'elles sont directement liées à la production et peuvent être rattachées à la période de repérage, de tournage et de post-production du film, etc.

5 – Moyens techniques :

Location et achat de tout matériel technique concourant à la fabrication du film (éclairage, montage, prise de vue, machinerie, duplication, sous-titrage, doublage ...), etc.

6 - Assurances

Annexe 2 à la convention : déclaration d'aide de minimis par le bénéficiaire de l'aide

DECLARATION DES AIDES PUBLIQUES « DE MINIMIS » PERÇUES PAR L'ENTREPRISE

Objet : Déclaration des aides placées sous le règlement de minimis 2023/2831 de la Commission du 13 décembre 2023

Je soussigné (*nom, prénom et qualité*) :

représentant de (*raison sociale de l'entreprise*) :

entreprise unique au sens de la définition figurant à l'article 2.2 du règlement (UE) n° 2023/2831 de la Commission du 13 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de *minimis*, déclare (**cocher l'une des deux cases**) :

☐ n'avoir reçu aucune aide de *minimis*¹ durant les trois derniers exercices fiscaux dont celui en cours à la date de signature de la présente déclaration,

☐ Avoir reçu, ou demandé mais pas encore reçu, les aides de *minimis* listées² dans le tableau ci-dessous, durant les trois derniers exercices fiscaux dont celui en cours à la date de signature de la présente déclaration (**Compléter le tableau ci-dessous**)

Les aides de *minimis* sont des aides publiques qui sont octroyées au titre des règlements suivants :

- Règlement "de minimis" n° 2023/2831 de la Commission du 13 décembre 2023, concernant l'application des articles relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) aux aides de minimis,
- Règlement de minimis agricole n° 2019/316 de la Commission du 21 février 2019, concernant l'application des articles relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture,
- Règlement (CE) n° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides de *minimis*,
- Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) aux aides de *minimis*,
- Règlement (CE) n° 875/2007 de la Commission du 24 juillet 2007 relatif à l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux aides de *minimis* octroyées dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture,
- Règlement (UE) n° 717/2014 de la Commission du 27 juin 2014 concernant l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux aides de *minimis* dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture,
- Règlement (CE) n° 1535/2007 de la Commission du 20 décembre 2007 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides de *minimis* dans le secteur de la production de produits agricoles,
- Règlement (UE) n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux aides de *minimis* dans le secteur de l'agriculture
- Règlement (UE) n° 360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux aides de *minimis* accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général (SIEG).

Date de l'attribution de l'aide de minimis	Nom et numéro SIREN de l'entreprise ³	Type d'aide de minimis (Général, agricole, pêche et aquaculture, SIEG)	Montant de l'aide ⁴ (en euros)
--	--	--	---

¹ Les aides de *minimis* constituent une catégorie particulière d'aides publiques pour les entreprises. Les pouvoirs publics qui allouent des aides de *minimis* ont l'obligation d'informer les entreprises bénéficiaires, du caractère de minimis des aides attribuées. Le montant maximum d'aide de minimis est de 300 000 € par entreprise sur 3 exercices fiscaux dont celui en cours à la date de signature de la présente déclaration.

² Si vous avez reçu une aide de *minimis*, cette aide a dû vous être notifiée par courrier par l'autorité publique attributaire (Etat, collectivités locales, établissements publics, agences ...). Vous ne devez donc pas comptabiliser dans ce montant les aides qui ne sont pas allouées au titre du règlement de *minimis*.

³ Le numéro SIREN est le seul sous lequel les aides de *minimis* peuvent être comptabilisées dans la limite du plafond d'aides attribuées au titre du régime de *minimis*. Il n'est possible de disposer d'autant de plafonds qu'il y a d'établissements donc de numéro SIRET au sein d'une même entreprise.

Par ailleurs, si votre entreprise relève de la définition « d'entreprise unique » (cf. ci-dessous), vous disposez d'un seul plafond d'aide de *minimis* commun à l'ensemble des entreprises assimilées à une seule et même « entreprise unique ». Si votre entreprise relève de ce cas, il faut absolument vérifier que votre déclaration comptabilise bien l'ensemble des aides de minimis versées à toutes les entreprises composant l'entreprise unique. La présente déclaration prévoit donc que pour chaque aide de minimis perçue soit indiqué le numéro SIREN de l'entreprise qui l'a reçue au sein de l'entreprise unique. Définition d'une « entreprise unique » : une entreprise unique se compose de toutes les entreprises qui entretiennent entre elles au moins l'un des quatre liens suivants :

- une entreprise a la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés d'une autre entreprise, ou
- une entreprise a le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une autre entreprise, ou
- une entreprise a le droit d'exercer une influence dominante sur une autre entreprise en vertu d'un contrat conclu avec celle-ci ou en vertu d'une clause des statuts de celle-ci, ou
- une entreprise actionnaire ou associée d'une autre entreprise contrôle seule, en vertu d'un accord conclu avec d'autres actionnaires ou associés de cette entreprise, la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de celle-ci.

⁴ Dans le cas de prêts, garanties ou avances remboursables, indiquer l'équivalent-subvention brut (ESB) qui vous a été communiqué lors de l'attribution de l'aide.

Date de demande de l'aide de <i>minimis</i> si non encore perçue	Nom et numéro SIREN de l'entreprise	Type d'aide de <i>minimis</i> (général, agricole, pêche et aquaculture, SIEG)	Montant de l'aide (en euros)
TOTAL			

L'entreprise sollicitant l'aide a-t-elle réalisé, au cours des trois derniers exercices fiscaux, dont celui en cours:

- ☐ Une fusion ou une acquisition d'une autre entreprise?
- ☐ Une scission en deux ou plusieurs entreprises distinctes ?

Date et signature

(Indiquer le nom et la qualité du signataire)

Deal Memo de coproduction du film « Les Matins Merveilleux »

Entre

To Be Continued, SARL au capital de 118.400 €, inscrite au RCS de Paris sous le numéro 449.454.958 dont le siège social est situé au 65, boulevard de Sébastopol à Paris (75001), France représentée par son représentant habilité, Monsieur Lionel Guedj, ci-après dénommée « TBC »

d'une part,

et

the cup of tea, SAS au capital de 45.700 €, inscrite au RCS de Paris sous le numéro 803 833 029, dont le siège social est situé au 4, rue Doudeauville (75018), France, représentée par son président Monsieur Christophe Audeguis, ci-après dénommée « TCOT »

d'autre part,

TBC et TCOT étant dénommées individuellement la Partie ou conjointement les Parties.

Etant préalablement exposé ce qui suit :

Le 3 février 2020, TCOT et TBC ont signé un accord de co-développement (ci-après « l'Accord de co-développement ») du projet « Dans Ses Pas », depuis renommé, provisoirement ou définitivement, « Les Matins Merveilleux » (ci-après le « Film »), dont le développement avait été initié par TCOT.

Le scénario du Film (ci-après le « Scénario ») co-écrit par Avril Besson et Pauline Baduel, avec la collaboration de Fanny Sidney sera réalisé par Avril Besson.

TCOT a signé le 1^{er} avril 2019 avec Avril Besson un contrat de cession de droits d'auteur scénariste et d'auteur réalisateur. TCOT a signé le 9 octobre 2019 avec Fanny Sidney un contrat de cession de droits d'auteur au forfait. TCOT et TBC ont signé le 9 mars 2023 avec Pauline Baduel un contrat de cession de droits d'auteur.

Les Parties envisagent désormais d'entreprendre la coproduction déléguée du Film et le présent Deal Memo a pour objet de définir les modalités de la participation de TBC et de TCOT à la production du Film.

Il a été convenu ce qui suit :

1. Caractéristiques du Film :

Les caractéristiques essentielles du Film sont les suivantes :

- auteurs du scénario : Avril Besson et Pauline Baduel en collaboration avec Fanny Sidney
- réalisation : Avril Besson
- acteurs principaux : India Hair, Raya Martigny, Eric Cantona
- langue originale de tournage : français
- nationalité : française
- date prévisionnelle de tournage : printemps 2024
- support : digital
- laboratoire dans lequel le négatif du Film sera développé et détenu : à déterminer d'un commun accord

TCOT et TBC garantissent être titulaires de tous les droits d'auteurs sur le scénario, incluant les droits secondaires et dérivés, nécessaires à la production et à l'exploitation du Film dans le monde entier en toutes langues, sur tous supports, par tous moyens et procédés et pour tous modes d'exploitation connus ou inconnus à ce jour, à titre exclusif, et ce pour la durée légale des droits d'auteur.

11

5. Copropriété des droits et répartition des produits

5.1 Au fur et à mesure de l'établissement du Film, TBC et TCOT seront copropriétaires indivis de tous les éléments corporels (négatif original, droits phonographiques relatifs à l'éventuelle bande originale, interpositif, internégatifs, copies positives, etc.) et de tous les droits incorporels du Film (droits d'auteur, droits voisins, y compris tous les droits dérivés, etc.) et notamment de tous les droits d'exploitation de tout ou partie de celui-ci (l'ensemble de ces éléments corporels et incorporels et des droits d'exploitation du Film) dans les proportions suivantes :

TBC : 50 % (CINQUANTE pour cent)
TCOT : 50 % (CINQUANTE pour cent).

5.2 La répartition des « Produits » d'exploitation du Film, tel que ce terme est défini ci-après à l'Article 5.2.1, se fera entre les Parties de la façon et dans l'ordre précisés aux Articles 5.2.2 et 5.2.3, étant également précisé qu'avant toute répartition entre les Parties, seront déduites des recettes toutes rémunérations proportionnelles, salaires, quote-part de produits d'exploitation, etc. que les producteurs délégués auraient consentis en premier rang à tous auteurs ou autres ayants droit (incluant les éventuels autres coproducteurs, les Sofica, les partenaires financiers, etc.).

5.2.1 Par « Produits » d'exploitation du Film, il faut entendre notamment :

- les Recettes Nettes Part Producteur provenant de l'exploitation du Film en tout ou partie, y compris de ses éléments constitutifs et dérivés par tous modes et procédés, sur tous supports, et en tous formats connus ou inconnus à ce jour, en toutes langues, dans le monde entier. Il est entendu que sont aussi considérés comme Recettes Nettes Part Producteur les primes, prix et subventions alloués à la production du Film de même que les redevances réglées par les organismes de gestion collective (notamment la Procirep, l'Angoa, l'Agicoa, Screenrights, etc.) au titre de l'exploitation du Film en tout ou partie dans le monde entier. En tant que de besoin, il est précisé que seront également considérées comme Recettes Nettes Part Producteur toutes les sommes revenant à la production et provenant de l'exploitation de la musique originale du Film, notamment toutes les sommes provenant de l'édition de ladite musique et toutes les redevances phonographiques provenant de l'exploitation de la bande sonore dont les Parties seront copropriétaires indivis ;
- le soutien financier de l'industrie cinématographique généré du fait de l'exploitation du programme complet du Film par tous modes et procédés.

5.2.2 Les « Recettes Nettes Part Producteur » telles que précisées à l'Article 5.2.1 ci-dessus seront réparties comme suit, déduction faite de toutes les parts dues à tous les ayants droit :

- En cas de déficit de financement ou de dépassement du Devis, jusqu'à récupération par TCOT et TBC de leurs apports pour couvrir le montant du gap (apport en numéraire, mobilisation de fonds de soutien, incluant l'Apport de TBC au développement) : au prorata des apports respectifs de chacune des Parties au financement du gap
- Puis, au-delà : 50 % (CINQUANTE pour cent) pour TCOT et 50 % (CINQUANTE pour cent) pour TBC

5.2.3 Le fonds de soutien généré du fait de l'exploitation du Film sera réparti comme suit, déduction faite des parts attribuées aux éventuels coproducteurs du Film, étant rappelé que le Législateur a prévu une franchise au 1er euro de 150.000 € (cent cinquante mille euros) au bénéfice du ou des producteur(s) délégué(s) d'un film et que la part du fonds de soutien réservée au(x)dit(s) producteur(s) délégué(s) ne peut être inférieure à 50 % au-delà de ce palier de CENT CINQUANTE MILLE EUROS (150.000 €), et ce en vertu du décret n° 2011-155 du 4 février 2011 modifiant le décret n°99-130 du 24 février 1999 :

TBC: 50 % (CINQUANTE pour cent),
TCOT: 50 % (CINQUANTE pour cent),

6. Conditions de commercialisation

Handwritten signature or mark.

La Partie non défaillante pourra librement soit se substituer soit substituer un tiers à la Partie défaillante. Dans ce cas, l'ensemble des droits et obligations de la Partie défaillante sera définitivement acquis à l'autre Partie ou au tiers substitué, toutes sommes investies directement dans le développement par la Partie défaillante étant alors assimilées à une créance remboursable uniquement par les recettes nettes part producteur et en dernier rang, après que toutes les autres parties impliquées dans la production du Film auront récupéré l'intégralité de leurs investissements.

La Partie non défaillante pourra également considérer le présent accord comme purement et simplement résilié, aux torts exclusifs de la Partie défaillante, et ce sans préjudice de tous dommages et intérêts.

11. Non association

Il est expressément convenu que le présent accord ne pourra en aucun cas être considéré comme une société entre les Parties, la responsabilité de chacune étant limitée aux engagements pris par elle dans les présentes.

12. Contrat de coproduction

Un contrat de coproduction sera établi dans les meilleurs délais entre les Parties. Il reprendra les conditions définies aux présentes, toutes autres clauses étant à négocier de bonne foi et en bonne entente. Il est précisé que dans l'attente de la signature dudit contrat, le présent accord engage les Parties de manière ferme et irrévocable.

13. Loi du contrat et litige

La loi applicable est celle française. Toute difficulté portant sur l'interprétation ou l'exécution des présentes sera soumise à la compétence du Tribunal de Commerce de Paris.

14. Election de domicile

Les Parties élisent domicile en leur siège social respectif aux adresses indiquées en tête des présentes.

Fait à Paris, le 15 avril 2023 en deux exemplaires originaux.

To Be Continued
Monsieur Lionel Guedj



the cup of tea
Monsieur Christophe Audeguis



44



1DE/06/28/00/27

LRAR:
-M. Christophe Audeguis,
Coopérat:
-SELARL AJRS en la personne de
Me Catherine Poli
-SELAFA MJA en la personne de
Me Frédérique Lévy
-TPG
-Parquet

**REPUBLIQUE FRANCAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS
TRIBUNAL DE COMMERCE DE PARIS**

Jugement prononcé le mercredi 15 mai 2024

R.G. : 2024026384
P.C. : P202202561

12^{ème} chambre

SAS THE CUP OF TEA 4 rue Doudeauville 75018 Paris

CONVERSION DU REDRESSEMENT JUDICIAIRE EN LIQUIDATION JUDICIAIRE:

- M. Christophe Audeguis, demeurant au 4 rue Doudeauville 75018 Paris, président, présent ;
- SELARL AJRS en la personne de Me Catherine Poli, 8 rue Blanche 75009 Paris, administrateur judiciaire, présente ;
- SELAFA MJA en la personne de Me Frédérique Lévy, 102 rue du Faubourg Saint-Denis, 75479 Paris Cedex 10, mandataire judiciaire, présente.

FAITS ET PROCEDURE

Par jugement en date du 14 décembre 2022, le tribunal a ouvert une procédure de redressement judiciaire, avec une période d'observation de 6 mois à l'égard de la société SAS THE CUP OF TEA.

La période d'observation a été prolongée jusqu'au 14 juin 2024.

Par requête enregistrée au greffe le 25 avril 2024, la SELARL AJRS en la personne de Me Catherine Poli a demandé au tribunal de faire application de l'article L.631-15-II du code de commerce.

Le débiteur, le représentant des salariés ont été appelés à comparaître en chambre du conseil du 15 mai 2024 pour être entendus. L'administrateur, le mandataire judiciaire et le vice-procureur de la République ont été avisés de la date de l'audience.

Il ressort:

-du rapport de l'administrateur et des explications des parties que : la société n'a comptabilisé aucune recette liée à l'exploitation de son catalogue ou à l'obtention de subventions et se trouve donc dans l'impossibilité de financer son fonds de roulement.

Le représentant légal de la société déclare ne pas s'opposer à la demande de liquidation judiciaire.

-du rapport du juge commissaire, qu'il indique qu'aucun film n'est sorti en salles et qu'aucune des recettes prévues dans le budget de trésorerie prévisionnel remis lors de la dernière audience n'ont pu être encaissées. La mise à jour de la comptabilité n'a pas permis le déblocage des soldes de subventions qui seraient dus par la région et le CNC et se déclare donc favorable à la conversion du redressement judiciaire en liquidation judiciaire.

M. le vice-procureur de la République a été entendu en ses observations et a requis

SUR CE, LE TRIBUNAL,

Vu l'article L.631-15-II du code de commerce;

Attendu que la société se trouve en état de cessation des paiements et ne dispose pas des capacités de financement suffisantes pour lui permettre de poursuivre son activité, un redressement est manifestement impossible,

Attendu qu'il convient de statuer ainsi qu'il suit ;

PAR CES MOTIFS

Le tribunal, statuant par jugement contradictoire en premier ressort,
Sur le rapport écrit du juge-commissaire,
Met fin à la période d'observation,
En application des dispositions de l'article L.631-15-II du code de commerce,
Prononce la liquidation judiciaire de la :

SAS THE CUP OF TEA

4 rue Doudeauville 75018 Paris

Nom commercial : CARS AND GIRLS

Activité : La production, l'exploitation, la distribution de films cinématographiques, publicitaires, institutionnels, télévisuels, de court et long métrage, d'œuvres et industrie audiovisuelle.

N° du Registre du Commerce et des Sociétés de Paris : 803833029

Maintient M. François Echo, juge-commissaire.

Met fin à la mission de la SELARL AJRS en la personne de Me Catherine Poli, en qualité d'administrateur judiciaire.

Nomme la SELAFA MJA en la personne de Me Frédérique Lévy, 102 rue du Faubourg Saint-Denis 75479 Paris Cedex 10, mandataire judiciaire en qualité de liquidateur.

Désigne M. Christian Ardan, expert en cinématographie, 20 rue Euler 75008 Paris, afin de procéder à la valorisation du catalogue de la société, conformément à l'article L.622-6 du code de commerce. Fixe le délai du dépôt de l'inventaire à trois semaines à compter du présent jugement.

Fixe à 2 ans le délai au terme duquel la clôture de cette procédure devra être examinée en application de l'article L.643-9 du code de commerce et invite les parties à se présenter à l'audience du 13 mai 2026 à 14 heures.

Le présent jugement est exécutoire de plein droit.

Dit que les dépens du présent jugement liquidés à la somme de 114,43 euros TTC (dont TVA : 18,86 €uros) ainsi que les frais de publicité et de signification seront employés en frais de liquidation judiciaire.

Retenu à l'audience de la Chambre du Conseil du 15/05/2024 où siégeaient :

M. Franck Meynaud, M. Félix Mayer, Mme Nathalie Buquen.

Délibéré par les mêmes juges et prononcé à l'audience publique où siégeaient M. Olivier Duboureau, juge président l'audience, Mme Nathalie Dostert, juge, Mme Nathalie Buquen, juge, assistés de Mme Jocelyne Miré, greffier.

La minute du jugement est signée par M. Olivier Duboureau, président du délibéré, et par Mme Jocelyne Miré, greffier.

Le greffier

Le président